

RETRO POLITIQUE

2021

provinces.union@sonapresse.com

Consolidation du vivre-ensemble : Ali Bongo Ondimba face aux parlementaires

J.K.M
Libreville/Gabon

LE 25 juin dernier, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'adressait aux deux Chambres du Parlement réunies en Congrès. Ce, conformément aux dispositions de l'article 24 de la Constitution.

C'était la première fois que le numéro un gabonais s'adressait à l'ensemble de la représentation nationale depuis l'accident vasculaire cérébral (AVC) dont il avait été victime, en octobre 2018, à Ryad (Arabie saoudite). Du haut de la tribune du Palais Léon-Mba, le président de la Répu-

blique, heureux de se retrouver face aux députés et sénateurs, avait réaffirmé la nécessité de consolider notre vivre-ensemble. En s'appuyant sur les valeurs de "liberté, égalité et sécurité". Lesquelles, avait-il précisé, "constituent la boussole devant guider l'action publique". De même, le chef de l'État s'était réjoui de ce que les députés et sénateurs avaient approuvé avec "discernement, clairvoyance et sagesse les réformes audacieuses engagées dans notre pays ces dernières années". Avec en filigrane, la préservation de la paix, la sécurité, la promotion de la liberté, l'égalité entre hommes et femmes et le bien-être pour tous.



Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, le 25 juin dernier, devant le Parlement réuni en congrès.

Et aussi..

Par Y.F.I

LE GABON AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

La plus grande victoire de la diplomatie gabonaise durant l'année écoulée est sans conteste l'élection de notre pays, le 11 juin, en qualité de membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (Onu). Et ce, pour une durée de deux ans. Le Gabon a été élu le 11 juin dernier avec 183 voix sur un total de 190. Un quasi-plébiscite des États membres. Ce qui témoigne de la vitalité de la diplomatie gabonaise.

UNE NOUVELLE ÈRE PARLEMENTAIRE

En application des dispositions de l'article 41 de la Constitution révisée, le Parlement se réunit désormais de plein droit au cours d'une session unique. Objectif: permettre aux députés et sénateurs de disposer de plus de temps pour étudier les textes qui leur sont soumis. Ladite session débute le premier jour ouvrable d'octobre et s'achève le dernier jour ouvrable de juin.

CHRISTINE MBA NDUTUME MIHINDOU À L'HÔTEL DE VILLE

Suite à la démission d'Eugène Mba de la tête du Conseil municipal de Libreville, le 17 juin dernier, Mme Christine Mba Ndutume Mihindou, conseiller municipal du quatrième arrondissement de Libreville, pour le compte du Parti démocratique gabonais (PDG), est élue maire de la capitale gabonaise, le 14 juillet. Cela au terme d'un intérim assuré par le premier maire-adjoint, Serge William Akassaga Okinda.

ADOPTION DU NOUVEAU CODE CIVIL ET PÉNAL

Après un débat houleux, les projets de loi portant modification des Codes civil et pénal ont été adoptés en des termes identiques par les deux Chambres du Parlement. Les initiateurs de ladite réforme ont justifié leur initiative par la volonté de réduire les inégalités de Genre au sein de la famille.

PAULETTE MISSAMBO AU PINACLE

Après un an d'atermoiements, le congrès de l'Union nationale (Ndlr: devant acter la succession de Zacharie Myboto) s'est enfin tenu. Aux prises avec Paul-Marie Gondjout, Paulette Missambo l'a finalement emporté d'une courte tête. Elle est devenue ainsi la nouvelle tête de proue de l'UN pour une durée de quatre ans tel que le préconisent les statuts et règlement.

"Vous avez su saisir cette opportunité historique. Opportunité d'emmener la société gabonaise à faire un pas de géant. À s'armer à la modernité, tout en préservant ses traditions et son socle culturel. Opportunité de soutenir, de préserver, de garantir, par des textes de loi, le

rôle prépondérant que la femme gabonaise occupe au sein de nos familles et communautés", avait-il clamé.

Ali Bongo Ondimba avait eu droit à une standing ovation. Députés et sénateurs lui témoignaient ainsi l'hommage de toute la nation, sur fond de félicitations

et d'encouragements.

En tout cas, cette adresse du numéro un gabonais avait également une dimension plus que symbolique. D'autant plus qu'elle coïncidait avec le retour des députés au Palais Léon-Mba, après plusieurs mois de travaux consécutifs aux incidents d'août 2016.

Scène diplomatique internationale: retour en présentiel du numéro un gabonais

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE 2 novembre dernier, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, marquait, de fort belle manière, à Glasgow, lors de la COP 26, son retour en présentiel sur la scène diplomatique internationale en prenant part, aux côtés de ses homologues américain, Joe Biden, congolais, Félix Tshisekedi, et du Premier ministre britannique, Boris Johnson, à une table ronde sur les questions de déforestation à travers le monde.

Le numéro un gabonais avait, à cette occasion, présenté la stratégie du Gabon en matière de lutte contre la destruction de la biodiversité forestière et animale. Un retour sur la scène diplomatique d'autant plus significatif qu'à l'issue des assises dans la capitale écossaise, le président de la République s'était rendu au



Ali Bongo Ondimba et Joe Biden, le 2 novembre dernier, à Glasgow.

Maroc pour une visite de travail et d'amitié. Avant d'avoir un entretien au palais de l'Élysée, quelques jours plus tard, avec son homologue français, Emmanuel Macron.

Dans le royaume chérifien, c'est un tête-à-tête sur fond de retrouvailles que le chef de l'État avait eu avec le roi Mohammed VI. Ali Bongo Ondimba retrouvait ainsi, par là même, un pays qui l'avait accueilli au plus fort de sa convalescence, consécutive

à l'accident vasculaire cérébral dont il avait été victime, en octobre 2018, à Ryad, en Arabie saoudite.

En marge du sommet de Paris sur la paix, la rencontre avec Emmanuel Macron était la première entre les deux hommes depuis trois ans.

De fait, ils avaient évoqué les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale tout en abordant des questions d'intérêt commun.